

10.1.18 Jean-Philippe Béja : Espérons que M. Macron n'hésitera pas à défendre les valeurs universelles que Xi Jinping dénonce

Dans une tribune au « Monde », le professeur et sinologue estime que lors de son voyage en Chine à partir du 8 janvier, le président français devra défendre les droits de l'homme face à son homologue.

LE MONDE | 06.01.2018 à 06h00 • Mis à jour le 08.01.2018 à 07h07 |

Par Jean-Philippe Béja (Directeur de recherche émérite au CNRS CERI-Sciences-Po)

Tribune. Emmanuel Macron se rend en Chine le 8 janvier pour rencontrer Xi Jinping, qui vient d'être renouvelé à la tête du Parti communiste chinois. Depuis cinq ans, la Chine a adopté une politique proactive sur la scène internationale : en Asie, elle occupe de nombreux îlots contestés dans le Pacifique occidental ; en Afrique, elle développe sa présence par des investissements qui renforcent des régimes foulant aux pieds les droits de l'homme (elle est notamment fort présente au Zimbabwe) ; en Amérique latine, elle entretient des relations étroites avec le Venezuela de Nicolas Maduro ; en Europe, elle agit sur les divisions de l'Union européenne.

Sur les conflits les plus chauds, elle ne s'est pas trouvée dans le même camp que les Européens : discrète sur la Syrie, elle n'a pas condamné l'annexion de la Crimée par la Russie. Dans ces conditions, il est pour le moins risqué d'en faire notre partenaire privilégié pour la résolution des crises internationales.

Bien sûr, tout chef d'Etat voulant jouer un rôle sur la scène internationale doit entretenir des relations avec la deuxième puissance mondiale. Mais, pour qu'elles soient productives, il faut être conscient de la nature du pouvoir de Pékin.

Le silence sur le sort de Liu Xiaobo

Pendant le sommet du G20 à Hambourg, les 7 et 8 juillet 2017, auquel participait le chef de l'Etat, le philosophe dissident chinois Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix 2010, se mourait d'un cancer du foie dans un hôpital de Shenyang sous la surveillance de la police. Liu purgeait une peine de 11 ans de prison pour « incitation à la subversion de l'Etat », et il est le seul prix Nobel de la paix à être décédé en détention depuis Carl von Ossietzky (1889-1938), emprisonné par Hitler.

Liu Xiaobo avait écrit pour défendre les sans-voix, demander la fin de la dictature du parti unique et le respect des libertés fondamentales.

Son crime ? Avoir écrit pour défendre les sans-voix, demander la fin de la dictature du parti unique et le respect des libertés fondamentales. Liu a voulu « vivre dans la vérité », convaincu que face à « un système fondé sur le mensonge », c'était le meilleur moyen de résister. Il est mort dans le silence et ceux qui ont osé lui rendre hommage sont aujourd'hui détenus. Son épouse, Liu Xia, qui n'a jamais été inculpée d'un quelconque délit, est en résidence surveillée depuis octobre 2010 ; elle ne peut sortir de chez elle sans être suivie par des policiers en civil, et sombre dans la dépression. La France, qui s'est tue à Hambourg, s'honorerait en obtenant qu'elle soit autorisée à sortir de Chine.

Bien sûr, les progrès économiques réalisés par l'empire du Milieu sont impressionnants. Les centres commerciaux ultramodernes sont légion. Mais le chef de l'Etat ne se rendra pas dans la banlieue de Daxing, près de Pékin, où les autorités municipales ont lancé, par - 20 °C, une campagne d'expulsion des ouvriers, entrepreneurs et employés originaires des provinces. Près de 200 000 personnes jouant un rôle central dans l'édification de la ville ont été renvoyées parce que, ne disposant pas d'un livret de résidence permanent, elles étaient contraintes d'habiter dans des « logements illégaux ». Or, les populations « bas de gamme » n'ont pas leur place dans la capitale de la deuxième puissance mondiale.

Répression et contrôle de la mémoire

Emmanuel Macron ne rencontrera pas les avocats qui, tel Jiang Tianyong, défendent les travailleurs migrants, les paysans spoliés, les blogueurs arrêtés pour une plaisanterie sur le Net. Nombre d'entre eux ont été arrêtés le 9 juillet 2015 : ils ont été torturés, leurs familles inquiétées par la police, et ils ont dû « avouer » à la télévision qu'ils avaient été manipulés par les services étrangers. Puis ils ont été condamnés à la prison. Dans le même temps, les ONG qui défendent les ouvriers, aident les victimes de l'arbitraire des cadres du Parti, dénoncent la corruption, ont été interdites.

Au nom de la lutte contre le nihilisme historique, le parti efface la mémoire du massacre de Tien Anmen

On vante l'engagement des dirigeants chinois dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais on ne connaît pas l'existence des « villages du cancer » aux habitants victimes de la pollution aux métaux lourds.

On s'émerveille de la construction d'universités, mais on ignore que les professeurs ne peuvent plus prescrire la lecture d'articles étrangers et doivent soumettre leurs cours à l'approbation du secrétaire du Parti. Au nom de la lutte contre le nihilisme historique, le Parti efface la mémoire du massacre de Tien Anmen le 4 juin 1989, ou de Liu Xiaobo.

Régression politique et notation des citoyens

Xi Jinping dira sans doute à M. Macron que comme la France, la Chine est victime du terrorisme. Mais pourquoi condamne-t-elle à la prison à vie l'économiste ouïgour Ilham Tohti, professeur à l'Université des minorités nationales de Pékin, qui, dans son blog, organisait le dialogue entre les membres de cette minorité turcophone et l'ethnie dominante Han ?

Sous Xi Jinping, la Chine est entrée dans une période de régression politique : depuis 2012, il a organisé autour de lui un culte de la personnalité impressionnant – allant jusqu'à introduire sa pensée dans la Charte du Parti – et concentre entre ses mains plus de pouvoir que n'importe quel dirigeant depuis Mao Zedong. Lors du 19e congrès du Parti, il est allé à contre-courant des réformes engagées après la mort du Grand Timonier, en réaffirmant la direction absolue du PC dans tous les domaines. Il a renforcé les entreprises publiques, réduit l'espace des entreprises privées et instauré un contrôle des changes strict pour empêcher la fuite des capitaux. Aujourd'hui, les investisseurs chinois à l'étranger sont essentiellement des entreprises d'Etat. Drôle de façon de défendre la mondialisation.

Grâce à l'intelligence artificielle, un système de « crédit social », qui prend en compte la solvabilité financière, mais aussi le comportement politique et social de chaque citoyen, est expérimenté

Enfin, la modernité provoque un renforcement sans précédent du contrôle exercé par le Parti sur les citoyens : grâce à l'intelligence artificielle, un système de « crédit social », qui prend en compte la solvabilité financière, mais aussi le comportement politique et social de chaque citoyen, est actuellement expérimenté. Ceux dont la note est basse (dissidents, déviants, non-conformistes) ne peuvent pas inscrire leurs enfants dans de bonnes écoles, ni accéder aux meilleurs hôpitaux. Si des entreprises françaises participent à la mise au point de ce système informatique, elles contribueront à ce qu'une sociologue chinoise qualifiait récemment de transformation de la Chine d'une société qui rappelle 1984, de George Orwell, en Meilleur des mondes, d'Aldous Huxley.

Espérons qu'Emmanuel Macron, qui affiche l'ambition de parler vrai, n'hésitera pas à défendre les valeurs universelles que Xi Jinping dénonce ! A demander la libération des prisonniers d'opinion et des défenseurs des droits ! La Chine a besoin de l'Europe, et la société chinoise a besoin d'entendre des dirigeants occidentaux qui affirment leurs principes. Pour établir une amitié durable, il faut dire la vérité à son interlocuteur.